

Département
SAONE ET LOIRE
Canton
SAINT REMY
Commune
SAINT-REMY

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 072 / 26

ARRETE DU MAIRE

Objet : Délégation de signature à Michèle COOLS, Responsable Vie Locale

Le Maire,

Vu les articles L.2122-19 et R.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confèrent au Maire le pouvoir de donner sous sa responsabilité et sa surveillance, sa signature aux responsables de services communaux,

Vu l'élection du Maire en date du 20 mars 2026,

Vu l'organisation des services municipaux,

Vu l'arrêté n°139/20 du 22 octobre 2020,

Considérant que, pour la bonne marche des services municipaux et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que certaines formalités puissent être exécutées dans les meilleurs délais.

A R R E T E

ARTICLE 1 :

L'arrêté municipal n°139/20 du 22 octobre 2020 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Il est donné délégation de signature à **Madame Michèle COOLS**, Responsable Vie Locale, pour toute pièce comptable et financière relative à l'engagement des dépenses occasionnées dans le cadre de l'activité du service Vie Locale, à concurrence de 3 000 euros (trois mille euros) Hors Taxes.

La délégation de signature est donnée sous la surveillance et la responsabilité de Madame le Maire, elle prend effet à compter de la publication de l'acte et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

ARTICLE 3 :

La signature par **Madame Michèle COOLS** des pièces et actes repris à l'article 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du Maire ».

ARTICLE 4 :

Madame la Directrice Générale des Services et Madame le Maire sont chargées, chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Cet arrêté peut être contesté dans les 2 mois à compter de sa notification, soit auprès de Madame le Maire pour un recours gracieux, soit auprès du Tribunal administratif de Dijon qui peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr pour un recours contentieux

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié conformément aux dispositions de l'article L.2122-29 et l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation sera adressée :

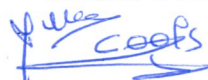
- A la Sous-Préfecture de Chalon-sur-Saône,
- A la Trésorerie Principale Municipale,

Fait à SAINT REMY, le 23 mars 2026

Florence PLISSONNIER

Maire 


Michèle COOLS



Responsable Vie Locale

Certifié exécutoire pour avoir été reçu à la Sous Préfecture
 le 23 MARS 2026
 et publié, affiché ou notifié
 le 23 MARS 2026
 Florence PLISSONNIER
 Maire 


Michèle COOLS

Michèle
COOLS

